Vent de révolte à l'Est

Par JFB le lun 03/10/2011 - 11:42

Réforme de la zone Euro

Les pays d'Europe de l'Est non encore membres de la zone euro ont exprimé le 12 septembre leur mécontentement d'être tenus à l'écart des débats en cours sur la réforme de l'Union monétaire et ont menacé de soumettre à référendum leur appartenance à l'Union Européenne.

Une rencontre à ce sujet des ministres des Affaires européennes de sept pays concernés (Pologne, République tchèque, Hongrie, Bulgarie, Roumanie, Lituanie, Lettonie) s'est tenue le lundi 12 septembre à Bruxelles, en marge d'une réunion avec l'ensemble de leurs homologues de l'Union européenne.

Ces pays ont adhéré à l'UE en 2004 ou 2007. Il a été établi dans les traités d'adhésion leur obligation de rejoindre la zone euro à terme lorsqu'ils seront prêts.

Le comportement de l'Allemagne et de la France, dont le poids économique, démographique, agricole, industriel, géographique (...), pèse certes lourd dans l'Union Européenne, commence à agacer les 7 pays de l'Est. En effet, Ils ont été tenus à l'écart des débats impulsés par les deux Etats membres historiques sur la réforme de la gouvernance de la zone euro qui visent à tirer les leçons de la crise de la dette.

Les sept pays sont tombés d'accord pour dire qu'un changement du cadre législatif de la zone euro pourrait changer les conditions des traités d'adhésion qui les ont conduits à rejoindre l'UE et pourrait obliger à refaire des référendums sur leur adhésion au bloc des Vingt-Sept, a souligné une source diplomatique proche des discussions. Ils ont en outre demandé à ce que ceux d'entre eux qui le souhaitent puissent être acceptés à la table des discussions de la zone euro sur les possibles

réformes. Il s'agit donc d'un véritable ultimatum des partenaires européens de l'Est, y compris de la Pologne, pays actuellement à la tête du Conseil de l'Union Européenne.

Varsovie avait tenté au début de sa présidence en juillet de se faire accepter dans les cercles de l'Union monétaire, avant de devoir renoncer face à l'opposition de la France en particulier, qui milite depuis longtemps pour que la zone euro constitue une entité bien à part.

Le président Nicolas Sarkozy et la chancelière Angela Merkel ont proposé mi-août la création d'un véritable gouvernement économique de la zone euro pour s'assurer d'un pilotage en commun des politiques économiques nationales des 17 pays de l'Union monétaire et d'une discipline budgétaire sans faille. Pour ce faire, l'Allemagne envisage d'en passer s'il le faut par un nouveau changement du traité de Lisbonne.

Mais les discussions sur ces sujets sont largement réservées pour l'instant aux seuls pays de l'Union monétaire. Le vent de révolte venu de l'Est changera-t-il cet état d'esprit ?

Gwenaëlle Thomas

- 2 vues

Catégorie
Agenda Culturel